

Jacques Levy : "L'objectif de la mixité sociale suppose des politiques urbaines extrêmement déterminées"



Jacques Lévy a étudié, aux côtés de Jean-Nicolas Fauchillet et Ana Povoas, la manière dont la justice, sur le plan philosophique, est perçue et s'exerce à travers l'Hexagone. Ils viennent de publier "Théorie de la justice spatiale, Géographies du juste et de l'injuste", chez Odile Jacob.

Avec Jacques Lévy

Atlantico : Votre livre propose de « passer par l'espace » pour comprendre les enjeux qui entourent une notion philosophique complexe, celle de la justice. Comme vous le rappelez, la géographie s'est largement invitée dans le débat politique ces dernières années, que cela soit à l'échelle locale, nationale, continentale ou mondiale. Concrètement, qu'est-ce qui fait qu'on considère aujourd'hui qu'une organisation spatiale est juste ou injuste ?

Jacques Lévy : Il s'agit d'un débat actif entre les citoyens et les dirigeants. C'est un lieu de controverses. L'avis ne sera pas le même selon que l'on considère que les politiques publiques de redistribution doivent verser proportionnellement l'argent aux habitants concernés ou si l'on estime que tous les territoires, même les territoires vides, doivent être desservis. L'idée de justice est toujours présente, mais elle est traitée différemment.

Au cours de notre enquête, nous nous sommes rendus compte qu'il y avait une certaine tendance à définir un socle d'égalité basé sur une composante spatiale tel que l'accès pour tous à une éducation de qualité ou la lutte contre la pauvreté.

La question que nous posons lors de cette enquête empirique, qui a servi de base au livre, était : qu'est-ce qu'une société juste ? Or, l'accès à l'éducation et la lutte contre la pauvreté, sont les thématiques qui sont le plus souvent ressorties. Les personnes interrogées considéraient que l'on doit pouvoir traiter la question de la pauvreté et éviter absolument la concentration de personnes aux moyens restreints dans un même espace.

Pour répondre à cette attente, il faudrait faire une politique publique différenciée. En effet, si l'on donne la même chose à plusieurs individus alors que les besoins sont différents, on ne fait qu'aggraver les inégalités.

Une injustice de plus en plus décriée est celle du déséquilibre grandissant entre les grandes villes mondialisées et les autres territoires. Au-delà de la classique dichotomie ville-campagne, l'opposition entre villes intégrées dans la mondialisation et villes en dehors n'introduit-elle pas la question de justice des territoires dans les enjeux politiques de nos sociétés ?

Tout d'abord, il est vrai qu'en termes de productivité les grandes villes ont tendance à être plus efficaces même s'il faut nuancer ce propos à l'échelle mondiale. Par exemple, il y a d'importantes différences de productivité entre une très grande ville comme Lagos et une plus petite ville française.

Hormis sa taille -même si les grandes villes arrivent bien souvent à des niveaux de développement qui sont une fois et demi ou deux fois supérieur au reste du territoire- il y a d'autres éléments qui font qu'une ville s'en sort, bien ou pas, dans l'espace mondial. C'est ce que l'on appelle l'urbanité relative, c'est-à-dire qu'une ville de petite taille peut être dynamique, avoir une population bien formée, des projets de développement...

A partir de là, il faut compenser : aider ceux qui ne parviennent pas à certains niveaux de développement. L'Allemagne a, par exemple, mis-en-place une péréquation des régions riches vers les pauvres. Par ailleurs, tous les lieux peuvent réussir sans forcément être une métropole, parfois, mais pas toujours, en profitant d'une métropole proche. C'est l'aide publique et la justice qui doivent créer les conditions d'un développement endogène et non se contenter de compenser a posteriori un déficit en développement.

Vous remettez en cause le rôle néfaste que pourrait avoir la gentrification sur les populations urbaines, notamment en termes de mixité sociale. Pourtant, un ancien grand défenseur de ce point de vue, Richard Florida, déclarait dans le *Monde* en mai dernier que la gentrification avait désormais entraîné une « ploutocratisation » des villes, les villes devenant « des endroits pour héberger des gens, mais les supports de placements immobiliers peu risqués, réalisés par des personnes ou des entreprises très riches ». Selon vous, il faudrait un « pilotage politique continu de la mixité ». Quelle marge a aujourd'hui le politique pour agir ?

Richard Florida a quelque peu changé son discours dans la mesure où il a longtemps insisté sur le fait que les centres des grandes villes étaient des lieux de mixité, de diversité qui favorisaient la créativité or aujourd'hui il est alarmiste quant au risque de perte de cette mixité, et il a raison.

La réalité, c'est que si ce nouvel attrait pour le centre des villes se fait au détriment de la mixité, c'est un problème. On se trouvera alors avec des villes aux logements très chers et des fonctions restreintes à quelques unes. Cela renforce l'idée que la politique publique d'urbanité, à la fois en termes de densité fonctionnelle et sociologique, doit être extrêmement déterminée. Au contraire, si on laisse les choses se faire naturellement, on peut avoir de mauvaises surprises dans la mesure où l'on peut se trouver avec un processus irréversible.

Prenons l'exemple du 5e arrondissement de Paris : il y a une trentaine d'années, il était bien plus mixte mais son attractivité a élevé le prix du sol et sans contre-mesures assez fortes, l'arrondissement est devenu bourgeois avec une diversité fonctionnelle mais une faible diversité sociologique.

A l'origine, l'arrivée de catégories plus aisées dans les quartiers pauvres entraîne une augmentation de la mixité, et c'est un phénomène tout à fait positif pour la qualité urbaine. Cependant, si un ghetto est remplacé par un autre, il n'y a aucune amélioration. C'est ce phénomène que Richard Florida pointe du doigt.

D'un point de vue politique, il est possible d'agir. Dans de nombreux pays, la politique de logement social vise à faciliter l'accès au plus grand nombre sans se préoccuper de la localisation de ces logements. Pour faire des économies, on construit des logements sociaux là où le foncier est le moins cher, ce qui renforce la concentration de personnes modestes dans ces lieux et de personnes aisées ailleurs.

Au lieu de créer des logements publics via une politique d'HLM ou équivalent on pourrait au contraire faciliter l'accès de tous à tous les quartiers. Le coût ne serait pas celui de la construction mais un coût de compensation pour que les plus modestes puissent accéder aux mêmes logements que les autres.

Quels outils peut faire valoir aujourd'hui l'urbaniste pour proposer une ville plus juste ?

Globalement, une ville plus juste, c'est une ville qui rend les mots « justice » et « développement » synonymes, ce dernier passant par la réussite économique, et la capacité à innover tout autant que par une amélioration pour chacun de ses conditions de vie.

L'hypothèse que nous développons dans notre livre est la suivante : un vrai développement s'applique aussi à tous les habitants, ce que permet plus facilement une ville où la gratuité de nombreux services utiles au développement culturel et l'exposition à l'altérité profitent aussi bien à ville qu'à sa population.

On a souvent la vision que le succès d'une ville se fait au détriment de ses habitants, or aujourd'hui nous avons les moyens de faire en sorte que les deux coïncident. Néanmoins, cela suppose de prendre aussi des mesures de rattrapage pour les quartiers dans lesquels les habitants se trouvent en situation d'infériorité.

